



« Développement économique dans les quartiers »

9 novembre 2016

Pépinière du Grand Girac à Saint-Michel

1- Ouverture du 3ème Carrefour des Quartiers

Marie-Hélène PIERRE, Vice-Présidente de GrandAngoulême en charge de la Cohésion Sociale a ouvert la rencontre en rappelant que l'objectif du carrefour des quartiers est d'impulser de nouveaux projets pour les quartiers, dans des dynamiques collectives, plus ambitieuses et qui ont plus de chance de se concrétiser. La pépinière d'entreprises de GA a semblé particulièrement adaptée pour accueillir ce 3ème Carrefour sur le développement économique dans les quartiers, animé par Marie-Laure Beaufiles, consultante d'IFACES Développement, experte sur ces questions. Elle a félicité les participants de la diversité de leurs champs professionnels car ce Carrefour a été conçu comme un temps de travail pour tous sur le développement des quartiers qui est le cœur des contrats de ville.

Pascal Chaussé, Directeur de l'unité départementale de la DIRECCTE de Charente, a tout d'abord souligné un lien qui ne va pas de soi entre quartier et développement économique et qui doit donc être travaillé. Les quartiers sont souvent qualifiés par leurs difficultés notamment d'insertion des habitants, mais ce sont également des espaces d'initiatives et de projets. Pour développer ces compétences, le CGET a inscrit le développement économique comme une priorité des nouveaux contrats de ville. Il est important de réfléchir collectivement à comment accompagner les porteurs de projet, en terme de réseaux, de crédits, de méthodologie...

2- Economie, développement, quartier : de quoi parle t-on ?

Marie Laure BEAUFILS a apporté des éléments de cadrage théorique sur la question du développement économique pour et dans les quartiers en commençant par des éléments de définition.

« Quelle est la priorité du développement économique pour les quartiers politique de la ville ? ». Les réponses des participants recueillies à leur arrivée relevaient de :

- la technicité (mixité fonctionnelle, diversification, fiscalité) ;
- la mise en action (innovation, oser, se mettre en dynamique, écouter, impliquer, reconnecter, partenariat, entraide, intégration ;
- d'une approche plus sociale (solidarité, solidaire, égalité),
- de la participation (concertation, démocratie) ;
- axés sur la population (habitants, jeunesse),
- des conséquences ou des moyens (l'emploi, la formation),

mais aussi de notions comme : proximité, activité, non lucratif...

- **Parle t-on des acteurs économiques, des agents, des activités, des modèles économiques ? De l'entreprise, des chefs d'entreprises, des auto-entrepreneurs, de la création d'entreprises... ?** L'entreprise est un terme général : une maison de santé est-elle une activité économique ?

Une association est-elle un agent économique ? Si ces structures sont **créatrices de valeur** (en apportant un service, en créant du lien, en salariant des habitants, en se fournissant dans les commerces du quartier, par les achats sur place de leurs usagers,...), elles participent au développement économique du quartier.

- **Quels sont les périmètres de l'économie ?** Y a-t-il la "grande" économie impulsée par les régions et l'économie de proximité dans les quartiers ? Si on compare par exemple une supérette d'une enseigne mondialisée et un boulanger indépendant, ils appartiennent tous les deux au secteur "commerce de détail" mais pour autant leur modèle économique n'est pas comparable. L'opposition entre une approche par les publics (l'emploi, l'insertion) et une approche par les territoires (les entreprises, les filières), l'opposition entre l'économie solidaire et

Quelles actions ou dispositifs concourent au développement économique dans/pour les quartiers ?

Les participants ont répondu : régies de quartier, chantiers éducatifs, structure d'insertion par l'activité économique (entreprises d'insertion...), économie sociale et solidaire, épiceries sociales, offre commerciale, accès à la santé, villages d'entreprises, créer son emploi, clauses d'insertion dans les marchés publics, accessibilité aux transports en commun, pépinières d'entreprises, centres d'affaires...

l'économie marchande, du qualitatif au quantitatif, d'un effet dans la durée à un résultat—immédiat), du développement endogène (à partir des synergies) à l'exogène (l'attractivité)...—mérite d'être dépassée.

L'économie est plurielle; il n'y a pas un modèle économique unique réductible à l'économie marchande. **L'économie, ce sont des flux de personnes, de marchandises, d'informations, flux financiers...**

En référence à Fernand BRAUDEL, l'économie peut être comparée à une maison avec différents étages : l'économie de subsistance (ou de troc), l'économie de marché locale, l'économie monde. Les fondations et le ciment de la maison-Économie, c'est le lien social, les habitants... Ces formes d'économies co-existent et interagissent. Il y a un équilibre à trouver entre concurrence, marché et enracinement local.

L'économie peut être éminemment sociale, collaborative, durable, créatrice aussi de richesses immatérielles : du lien, de la convivialité, du partage, des idées nouvelles.... De même que le rôle de pollinisation des abeilles est essentiel pour la production du miel, chaque territoire doit mettre en œuvre une démarche d'appui à l'émergence des idées et à l'accompagnement des acteurs locaux (les « abeilles ¹»), les soutenir dans le développement de projets pour l'économie dans / pour les quartiers.

- **Quels peuvent être les attendus derrière un objectif de développement économique à l'échelle d'un quartier ?** Parle-t-on de la fonctionnalité urbaine ? D'ouvrir le quartier au reste du territoire, de valoriser les habitants, de requalifier l'image du quartier, de développer des services aux habitants, de (re)donner une image du travail sur la zone, de créer de l'emploi pour les habitants (les activités dans le quartier et l'emploi ne sont pas obligatoirement liées)... ? Ces objectifs doivent être priorisés. **Il est important que le pilier développement économique du contrat de ville fasse l'objet d'un partage de représentations** entre les partenaires et de clarification des objectifs à se donner collectivement.

La politique de la ville doit favoriser les expérimentations, elles sont le levier du développement : se projeter au-delà de l'économie résidentielle (des activités qui répondent seulement aux besoins des habitants), croiser les logiques, placer les quartiers dans des réseaux.

3- Retour d'expériences de création d'activités dans les quartiers²

Coopaxis³, le numérique au service de l'innovation sociale à Tours - Romain Lalande, membre du pôle territorial de coopération économique (PTCE) de Tours.

Le lien entre numérique et quartier. Le numérique est à prendre en compte de manière globale : comme équipement, comme usage (travail, vie, économie...), comme filière (nouveaux métiers, innovation..) et plus largement, comme phénomène qui va impacter tous les champs de la vie d'une personne. Le numérique devient un « savoir de base » (Conseil National du Numérique). Coopaxis mène une mission de médiation aux usages numériques.

A l'origine, un pôle d'entreprises numériques important, installée au sein du quartier Le Sanitas (7900 habitants) à Tours et à côté, des acteurs de terrain (centres sociaux, éducateurs de prévention, régie de quartier...) qui réfléchissaient à comment améliorer leurs propres usages, travailler entre eux. Tous se sont

¹ Métaphore de *L'abeille et l'économiste* de Yann Moulier Boutang

² <http://blog.coopaxis.fr/>
<http://veille.centres-sociaux.fr/epicerie-solidaire-2/>
<https://atelierdec-solidaire.com/>

³ Coopaxis est un groupement de structures : entreprises, associations, collectivités, centre de formation...intégrées dans le pôle territorial de coopération économique

retrouvés sur un dénominateur commun (le quartier du Sanitas) et un objectif : créer du lien entre les acteurs de proximité, les aider à se saisir du numérique comme outil collaboratif et concrétiser de nouveaux projets, avec les habitants.

De leur collaboration est né un jeu de course de voitures avec comme circuit le quartier du Sanitas : “**SaniKart**”. Il répond aux envies communes des entrepreneurs, des animateurs qui voulaient contribuer à un bien commun (informations diverses), créer du lien social (discussion sur le quartier, les aménagements), développer des compétences (qualification de jeunes), faire du loisir. Le jeu est construit sur un mode contributif via des ateliers avec le centre social : repérage d'éléments de décors (bancs, plantations, ..) dans le quartier avec les familles, ajouts de détails utiles à la course, exportation en 3D, retouche de photos...

Au total, 150 à 200 personnes ont participé à ce projet dont une cinquantaine de jeunes.

Quel modèle économique ? Dans Coopaxis, les membres peuvent à tour de rôle s'entraider pour des projets, tantôt fournir un travail rémunéré, tantôt du bénévolat. Après 3 ans de fonctionnement, ils proposent un certain nombre d'actions (parcours pour les jeunes) et prestations de services marchands. 2 projets en cours :

-Une formation sur les métiers du numérique, en partenariat avec le conseil départemental, la Mission locale, un centre de formation...qui permet la contribution à des projets locaux (vers les centres sociaux).

-Les brigades numériques : Avec le dispositif garantie jeune, création d'un projet avec les jeunes (culture G du numérique, pour la création d'un service innovant pour leur quartier). Exemple : création d'un service d'échanges de services entre particuliers. Création d'un service d'économie non marchande.

L'association L'Éveil à Poitiers - Francine Cailleau, Directrice de l'Éveil

Lien entre la restauration sociale et le quartier. L'Éveil a démarré il y a 32 ans, dans un quartier prioritaire de 9000 habitants, à Poitiers. A l'origine du projet, un groupe de familles avec des revenus modeste, qui grâce à des fonds de la Caisse des Dépôts, sont partis en vacances ensemble. A leur retour, elles ont eu envie de créer des services, des loisirs pour améliorer la vie quotidienne dans le quartier. Les services et actions de l'Éveil, qui s'est constitué en association, se sont construits progressivement : faire à manger ensemble (restaurant bénévole), puis cultiver la terre, faire des achats groupés, ce qui a donné corps à l'épicerie. L'Éveil s'est structuré et professionnalisé pas à pas.

Aujourd'hui, l'association compte 32 salariés, dont 23 postes en d'insertion (8 au restaurant et 15 sur les jardins), une épicerie, des loisirs, une couturière, un service de location d'un camion, une coiffeuse... L'Assiette sympa est un restaurant d'insertion et un restaurant social, lieu de convivialité pour les habitants du quartier. Il sert entre 60 et 100 repas par jour tous les midis, 7 jours sur 7, toute l'année. Un chef professionnel encadre des personnes en insertion qui apprennent le métier, avec un projet à moyen terme de formation et de réinsertion. Les jardins sont sur deux sites différents. Les légumes fournissent le restaurant, l'épicerie, et aussi d'autres restaurants sociaux de la ville. L'épicerie est fréquentée en moyenne par 150 à 180 familles par semaine (350 familles sont inscrites). L'épicerie et les loisirs sont mis en œuvre grâce au bénévolat et à l'appui d'une coordinatrice à 25h/semaine. 650 familles sont adhérentes à l'association l'Éveil. L'épicerie est un lieu important d'insertion sociale (30 bénévoles) : elle permet un travail d'équipe qui permet de reprendre confiance en soi, avec une mixité sociale, d'âge, interculturelle... C'est un lieu familial, où les gens se sentent écoutés, pris en compte, considérés. L'association reçoit un financement de la CAF au titre d'Espace de Vie Sociale.

Quel modèle économique ? On observe à l'Éveil une mixité des modèles économiques. Le budget de l'association est de 800 000 euros, 75% de financement public, le reste en production (épicerie, restaurant, légumes). Aujourd'hui, il bénéficie de la certification Écocert (bio) et fournit un magasin bio de la ville, ce qui favorise un circuit court. L'un des sites est partagé avec des maraîchers privés, ce qui permet de l'entraide (échange de légumes) et pas seulement de la concurrence.

Il y a une recherche d'équilibre entre le projet social (services à bas coût) et le budget. L'association cherche à augmenter ses recettes marchandes en étant socialement utile : L'Éveil a fourni 250 repas au Forum de l'Emploi organisé sur Grand Poitiers et a dégagé 9 000 € de recettes au forum des associations. C'est également un atout pour la structure d'être affiliée au CAPEE : ce réseau permet l'échange de pratiques, la mise en réseau avec les 2 autres restaurants solidaires de l'agglomération, le partage compétences au service de l'insertion, la mutualisation... La CAPEE a favorisé également le partenariat avec les entreprises de la restauration pour des stages, des offres d'emploi, ...

L'atelier d'économie solidaire, la recyclerie créative de Bordeaux - Fabrice Kaïd, Directeur

Le lien entre la réduction des déchets et le quartier : La recyclerie créative de Bordeaux appartient au réseau national des ressourceries (gestion et la valorisation des déchets). Leur activité est née en 2010, d'une volonté de créer un centre ressources sur le recyclage des déchets : activités de collecte, réutilisation et recyclage de déchets, des actions de sensibilisation, la boutique et des ateliers de création qui redécortent des meubles, aménagement d'espaces sur commande d'institutions pour leurs locaux et de particuliers... avec des professionnels : ébéniste, tapissier, designer. La recyclerie s'est installée dans un quartier en politique de la ville, Le Grand Parc de Bordeaux (8000 habitants), car les locaux y étaient peu chers mais son utilité dans ce quartier est vite apparue : (re)donner l'accès à un certain type de consommation, dans la dignité de l'acheteur, promouvoir l'achat autonome, capter des matières et leur redonner de la valeur. La boutique solidaire permet la revente d'objets (vêtements, livres, jouets, vaisselle, bibelots ...) à prix très bas (de 20 centimes à 5 euros)

Le projet a une forte dimension sociale et humaine. Les objectifs de la recyclerie sont de donner de l'espoir, d'agir sur la conscience écologique des habitants (*Voulez-vous du nouveau ou du neuf ?*), de générer un écosystème, de générer l'estime de soi, de fédérer un groupe de personnes ayant une même volonté. A la différence d'Emmaüs, qui se définit à partir d'un volet très social (dons et financement des activités autour des compagnons, lutte contre l'exclusion par le logement et l'insertion), la recyclerie travaille à partir de la logique de réduction de la production de déchets et de l'entrepreneuriat social (responsabilité, encouragement à réutiliser les matières). La structure essaye autant que possible de créer des emplois pérennes. Au total, 15 salariés, dont 10 CDI (10 jeunes) et 8700 heures de bénévolat (beaucoup de femmes).

Quel modèle économique ? Ressources privées-marchandes à 85% (forte autonomie) et 15 % de ressources publiques. Le bâtiment est également mis à disposition. Les ressources proviennent de la vente d'articles divers de la boutique, de meubles, de pédagogie, des commandes de décoration... La boutique enregistre environ 25 000 euros de recette à l'année, avec près de 2500 passages en moyenne par mois dans la boutique.

Ce qui a étonné les participants :

Les actions sont jugées « impressionnantes » ♦ Les 3 expériences partent d'un même socle : l'envie d'expérimenter, de faire ensemble ♦ La question de la dignité et de la considération sont au cœur de ces initiatives de développement économique ♦ Les échelles sur lesquelles elles ont été menées sont assez grande (quartiers de 8-9000 habitants) ♦ Les initiatives permettent d'ouvrir le champ du possible ♦ Ce sont des actions qui se sont mises en place dans la durée, progressivement ♦ Il faut se doter de courage et d'envie ! ♦ Les actions ont un ancrage fort au territoire : structures et habitants du quartier, avec les partenaires... à partir de la réalité sociale ♦ Ce sont des initiatives qui vont du social vers l'économique, sans se focaliser sur un modèle dans l'absolu (mixité de modèles, marchands et non marchands).



....la suite ?

Sont évoqués : l'identification des ressources locales et de besoins non satisfaits, des lieux portes d'entrées, des entretiens avec des habitants pour recenser leurs besoins, mieux connaître des expériences locales... À partir de ces pistes, des éléments d'étonnement et des attentes exprimées par questionnaires à la fin des du Carrefour, une proposition pour un prochain rendez-vous de travail sur le développement économique sera défini en concertation avec les acteurs présents.